



Commune de Blauzac

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Août 2026

SCHEMA DIRECTEUR ET ZONAGE
D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET
SCHEMA DIRECTEUR ET ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Pièce N°0

Règlement de la Consultation

Date et heure limite de remise des offres :

Vendredi 4 décembre 2026 à 12h00

Siège social :

Immeuble Le Saint Antoine
625 avenue de la saladelle
34 130 SAINT AUNES

Etablissement secondaire :

Parc Georges Besse 2
445 chemin bas du mas de boudan
30 000 NIMES

☎ 04 67 56 13 32

✉ contact@infra-ing.fr

🌐 www.infra-ing.fr

INFRAMED
INGÉNIEURS CONSEILS

OPOiBi
L'INGÉNIEUR QUALIFIÉ
N° 1120 P111

FÉDÉRATION
CINOV

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	2
1.1 - ENTITE ADJUDICATRICE	2
1.2 - OBJET DE LA CONSULTATION	2
1.3 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	2
1.4 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	2
1.5 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	2
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1 - DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION	3
2.2 - VARIANTES	3
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	3
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	3
2.5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	3
2.6 - MODIFICATION DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION	3
ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS	3
3.1 - ASSISTANT A MAITRISE D'OUVRAGE	3
3.2 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DE L'ETUDE	4
3.3 - CONTROLE TECHNIQUE	4
3.4 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	4
ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
5.1 - DOCUMENT A PRODUIRE	5
5.2 -VARIANTES	7
ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	7
6.1 - SELECTION DES CANDIDATURES	7
6.2 - EXAMEN ET JUGEMENT DES OFFRES	7
ARTICLE 7 : PIECES QUI SERONT EXIGEEES DU CANDIDAT AU STADE DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE	8
ARTICLE 8 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	9
ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
ARTICLE 10 : PROCEDURE DE RECOURS : VOIES ET DELAIS	10

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Entité Adjudicatrice

Commune de Blauzac
10 Place de l'Hôtel de ville
30700 Blauzac
Tél : 04 66 22 17 95
Mail : mairie@mairie-blauzac.fr

1.2 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne :

Commune de Blauzac
SCHÉMA DIRECTEUR ET ZONAGE D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE
SCHÉMA DIRECTEUR ET ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Lieu(x) d'exécution : Blauzac (30)

1.3 - Etendue de la consultation

La présente procédure formalisée par appel d'offres ouvert est soumise aux dispositions de l'article R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique du 01/04/2019.

Code CPV principal :

71300000-1 - Services d'ingénierie

Codes CPV complémentaires :

71241000-9 - Études de faisabilité, services de conseil, analyses

71354000-4 - Services de cartographie

1.4 - Décomposition de la consultation

Le marché n'est pas alloti et n'est pas décomposé en tranches.

1.5 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

En cas de groupement, l'entité adjudicatrice ne souhaite imposer aucune forme de groupement. Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint devra être solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'entité adjudicatrice. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'entité adjudicatrice tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont laissés à l'initiative du candidat qui devra les préciser à l'acte d'engagement, sans toutefois dépasser les délais plafonds correspondants.

2.2 - Variantes

2.2.1 - Variantes

Les variantes sont interdites.

2.2.1 - Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours (cent quatre-vingt jours)** à compter de la date limite de réception des offres, précisée en page de garde du règlement de la consultation, sauf prolongation éventuelle de cette durée que le candidat pourrait consentir à la demande de l'entité adjudicatrice.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.5 - Conditions particulières d'exécution

Sans objet.

2.6 - Modification de détails au dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard **6 jours calendaires** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'entité adjudicatrice des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché. Tous les candidats en seront alors informés dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre, sur la base du dossier modifié. Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 3 : Les intervenants

3.1 - Assistant à Maîtrise d'ouvrage

La mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage est assurée par :

INFRAMED INGENIEURS CONSEILS
Immeuble le Saint Antoine
625 Avenue de la Saladelle
34 130 SAINT AUNES
Tel : 04 67 56 13 32
Fax : 09 72 35 55 62
Courriel : contact@infra-ing.fr
Représentée par Renaud MAZENQ, Co-gérant

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination de l'étude

Sans objet.

3.3 - Contrôle technique

Sans objet.

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Sans objet.

Article 4 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

0. Règlement de la consultation (R.C.)
1. Acte d'engagement (A.E.)
2. Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
3. Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et Annexes (Fiche de renseignement)
4. Bordereau des prix avec Détail estimatif (B.P.-D.E.)
5. Plans
 - 5.1. Plan de fonctionnement de l'alimentation en eau potable
 - 5.2. Plan de fonctionnement de l'assainissement
 - 5.3. Carte des contraintes
6. Annexes
 - 6.1. Synoptique altimétrique AEP
 - 6.2. Plan du Zonage actuel de l'alimentation en eau potable
 - 6.3. Plan du Zonage actuel de l'assainissement
 - 6.4. RPQS eau potable 2023
 - 6.5. RPQS assainissement 2023
 - 6.6. Schéma directeur et d'alimentation en eau potable 2016 (OTEIS)
 - 6.7. Schéma directeur et Zonage d'assainissement 2002 (BCEOM)
 - 6.8. Arrêtés de rejet de la station d'épuration
 - 6.9. Zones inondables

L'attention des candidats est attirée sur les points suivants :

- **Les quantités prévues au « Bordereau des prix avec détail estimatif » ne sont mentionnées qu'à titre indicatif** (celles-ci pourront être modifiées durant la prestation selon les besoins apparus, sans que le TITULAIRE ne puisse élever réclamation à ce sujet)
- **Les candidats ne doivent en aucun cas modifier les quantités figurant au « Bordereau des prix avec détail estimatif »**

Conformément à l'article R 2132-2 du Code de la Commande publique du 01/04/2019, la transmission desdits documents est effectuée obligatoirement sur le profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, à l'adresse URL suivante :

<https://www.marches-publics.info/>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plate-forme de dématérialisation où elle renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues, ...). Il est donc recommandé de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité de l'entité adjudicatrice ne saurait être recherchée si le candidat n'a pas consulté ses messages en temps et en heure ou s'il a procédé à un téléchargement anonyme.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Nota : Toute modification, quel que soit le support (numérique ou papier) de l'une des pièces constitutives du marché et notamment de ses spécifications techniques, entraîne l'irrégularité de l'offre du candidat.

En cas de discordance entre les pièces du marché remises par le titulaire dans son offre et les documents de la consultation conservés par l'entité adjudicatrice dans ses archives, ces derniers prévalent.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 5 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Pour les entreprises et sociétés nouvellement créées, les candidats pourront fournir comme « preuve par équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques et financiers) pour assurer les prestations. L'entité adjudicatrice appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

5.1 - Document à produire

Chaque candidat aura à produire les pièces proportionnées à l'objet du marché tel que prévu aux articles R 2143-3 et R 2143-4 et aux articles R. 2143-5 à R. 2143-10 du Code de la Commande Publique du 01/04/2019 :

Pièces de la candidature pour chaque co-traitant ou sous-traitant éventuel :

Nota : Pour présenter sa candidature, le candidat peut employer les formulaires DC1 (lettre de candidature, désignation du mandataire par ses co-traitants) et DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), ces documents sont disponibles sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Cependant, dans un souci de simplification, il est recommandé aux candidats d'utiliser les formulaires DC1 et DC2 dans leur dernière version.

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- La lettre de candidature (**ou DC1**) qui n'a plus à être signée ;
- La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (**ou DC2**) ;
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des cas d'interdiction de soumissionner ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (**ou DC2**) ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Les renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles de l'entreprise :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (**ou DC2**) ;
- Liste des prestations exécutées au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des prestations et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin (**ou DC2**) ;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des prestations de même nature que celle du contrat ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature (**ou DC2**) ;
- Certificat(s) de qualité ou de capacité délivré(s) par des organismes indépendants ou moyens de preuve équivalents, notamment, certificats de qualifications professionnelles ou de conformité à des spécifications techniques ou au moins 3 certificats de capacité signés du maître d'oeuvre et/ou du maître d'ouvrage de l'opération de moins de 5 ans pour la réalisation d'études similaires présentant les prestations réalisées, leur coût, la maîtrise d'oeuvre, la maîtrise d'ouvrage, les mois et années de réalisation ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'entité adjudicatrice. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières est globale.

Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat.
- Le Bordereau des prix avec Détail estimatif à compléter sans modification selon le cadre joint,
- Un mémoire justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des études le concernant. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise,

NOTA : Tout dossier incomplet sera jugé irrégulier et sera en conséquence écarté.

Le dossier, transmis électroniquement, contiendra les pièces de la candidature et de l'offre .

Afin d'en faciliter l'analyse, il est conseillé de le scinder en deux sous-dossiers : l'un relatif à la candidature, et le second relatif à l'offre.

Il est précisé que la remise d'une offre pour le présent marché vaut acceptation du CCAP et du CCTP.

NOTA : Les dispositions contenues dans le mémoire justificatif seront contractuelles et viendront compléter le CCTP et le CCAP. En cas de contradiction entre différentes clauses applicables,

même s'il s'agit des clauses d'un même document contractuel, c'est toujours la clause dont l'interprétation est la plus favorable à l'acheteur public qui sera appliquée.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe :

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-2, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8251-1, L. 5221-11, L. 5221-8, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8241-2 du code du travail ;
- l'état annuel des certificats reçus (relatif aux obligations sociales et fiscales) ;
- les certificats de qualification professionnelle seront exigés en fonction des prestations sous-traitées.

5.2 - Variantes

Sans objet

Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres

6.1 – Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'entité adjudicatrice peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

6.2 – Examen et jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article R 2152-7 du Code de la Commande Publique du 01/04/2019 et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Libellé</i>	<i>%</i>
1- Prix des prestations (C1)	40
2- Valeur technique (C2)	60

PRIX DES PRESTATIONS (C1)

Le calcul de la **note du prix** sur 100 points pondéré par le coefficient C1 (40%) est le suivant :

$$N1 = (\text{prix du moins disant} / \text{prix de l'entreprise}) \times 40$$

Soit une note N1 totale de 40 points maximum.

En cas de discordance constatée (entre l'acte d'engagement et le BP-DE) dans une offre, les indications portées sur le *Bordereau des prix avec Détail Estimatif* prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le *Bordereau des prix avec Détail estimatif*, il ne sera tenu compte que du ou des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier dans le cadre de la mise au point du marché ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Conformément à l'article R 2152-6 du Code de la Commande Publique du 01/04/2019, l'entité adjudicatrice peut exiger que le candidat justifie le prix ou les coûts proposés dans son offre lorsque celle-ci semble anormalement basse.

VALEUR TECHNIQUE (C2)

La **note technique** sur 100 points est composée des sous critères du tableau suivant :

Critère	Sous-critère	Détail	Points affectés	Total
Valeur technique	Moyens humains et matériels (30 points)	Détail de l'équipe affectée à la mission	/ 10	/100
		Matériels utilisés sur le terrain	/ 10	
		Moyens informatiques	/ 10	
	Méthodologie (70 points)	Mesures proposées pour la bonne exécution des études	/ 25	
		Phasage des études, planning prévisionnel	/ 20	
		Personnalisation du mémoire (mémoire adapté au marché, besoins spécifiques de l'étude pris en compte, ...)	/ 25	

Soit une note valeur technique de 100 points maximum.

Ensuite la formule suivante sera appliquée pour noter les candidats :

$$N2 = (\text{note candidat évalué}) \times 60/100$$

Soit une note N2 totale de 60 points maximum.

La note générale de l'offre sera obtenue par la formule :

$$NG (\text{note générale}) = N1 + N2$$

Article 7 : Pièces qui seront exigées du candidat au stade de l'attribution du marché

- **Pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat** (daté et signé des 2 parties, portant la mention « lu et approuvé » - bon pour acceptation de pouvoirs » par le délégataire en cas de délégation de pouvoir)
- **En cas de groupement : l'habilitation du mandataire par ses cotraitants** (signature originale si format papier ou électronique si offre dématérialisée - **signature scannée non recevable, y compris pour les cotraitants**) ;
- **Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales** (documents équivalents en cas de candidat étranger)

- **Extrait Kbis ou équivalent**, daté de moins de 3 mois ;
- **Attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des employés régulièrement employés** au regard des articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D. 8254-2 à 5 du code du travail, le cas échéant ;
- **Attestation d'assurance** (responsabilité professionnelle pour certaines professions).

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations relatifs aux articles R. 2143-5 à R. 2143-10 du Code de la Commande Publique du 01/04/2019. Le délai imparti par l'entité adjudicatrice pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

Article 8 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Chaque candidat aura à produire les pièces proportionnées à l'objet du marché tel que prévu aux articles R 2143-3 et R 2143-4 et aux articles R. 2143-5 à R. 2143-10 du Code de la Commande Publique du 01/04/2019.

Toutes communications, échanges d'informations, retrait de DCE et dépôts d'offres doivent se faire à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.info/>

Toutes offres et candidatures transmises par voie papier ou par une autre voie que la plateforme de dématérialisation évoquée ci-dessus ne pourront être acceptées et seront désormais obligatoirement rejetées.

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Article 9 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite sur la plateforme de dématérialisation au plus tard 10 j avant la date limite de mise des offres :

<https://www.marches-publics.info/>

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Article 10 : Procédure de recours : voies et délais

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Nîmes

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats pourront s'adresser à :

Greffes du Tribunal Administratif de Nîmes

Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative, et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Code de justice administrative, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du Code de justice administrative.

Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du Code de justice administrative (2 mois à compter de la notification ou publication de la décision de l'organisme). Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.

Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés (deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique).